



BARRICADES

Bulletin Jeunes Travailleurs Anticapitalistes

Oct. 2012

Les patrons jettent des milliers de travailleurs-ses à la rue

Depuis la fin de la période électorale, les plans de licenciements n'arrêtent pas de s'enchaîner. Les patrons veulent faire payer la crise du système capitaliste aux travailleurs.ses en les utilisant comme des variables d'ajustement pour maintenir leurs profits. Ils en vivent une partie, et pour ceux qui restent, ils les exploitent au maximum en les faisant travailler plus, sans augmenter les salaires, voire même parfois en les diminuant.

En première ligne, la direction de PSA Peugeot Citroën a décidé de supprimer 8 000 emplois dans toute la France. Rien qu'avec la fermeture de l'usine d'Aulnay, c'est 3 300 travailleurs.ses de PSA qui vont être jetés à la rue d'ici 2014, mais c'est aussi 6 000 emplois induits qui vont disparaître chez les sous-traitants : Bosch, Valeo, Delphi, ESG France, Mecarectif... Ailleurs que dans le secteur automobile, les licenciements sont massifs aussi : Air France (5122), Castorama (1167)...

À l'annonce de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay, le ministre du « redressement productif » Arnaud Montebourg a fait semblant de s'agiter avant de jouer la résignation. Mais ce gouvernement de gauche, lui aussi, ne fait rien pour empêcher la casse des emplois. Ça n'a rien d'étonnant. Ce gouvernement bourgeois applique lui aussi la même politique que les patrons : il supprime des postes dans les hôpitaux, les écoles, les crèches, bref, les services publics qui bénéficient aux travailleuses et travailleurs !



Le 9 octobre, le syndicat CGT a appelé les travailleurs.ses à descendre dans la rue pour défendre l'industrie et les emplois. Cette mobilisation d'un jour ne suffira pas à empêcher les licenciements, mais cela peut être une étape pour construire un rapport de force.

L'État s'affirme aux côtés des patrons dans les paroles...

Entre les patrons et les salarié.e.s, Hollande a choisi son camp depuis longtemps. Au Salon mondial de l'automobile, il a multiplié les messages de solidarité avec les patrons : « j'ai entendu le message des constructeurs », « l'État continuera de les appuyer ». Et ce ne sont pas que des paroles, car les actes vont dans le même sens. Alors que les travailleurs sont assommés par la crise économique, Hollande a décidé de venir au secours de ses copains chefs d'entreprises. Il veut « un vrai choc de compétitivité » pour les entreprises françaises. Pour l'État comme pour les patrons, le problème c'est que les travailleurs en France sont trop protégés et qu'ils coûtent trop cher... trop cher aux profits des patrons.

... et dans les actes !

Avec les emplois d'avenir et les contrats de génération, Hollande file l'argent de nos impôts aux patrons pour que ça soit encore plus rentable pour les capitalistes d'exploiter les jeunes. Et puis Hollande conserve les allègements de cotisations sociales décidés par Sarko. Résultat : moins de remboursements de l'assurance maladie, moins d'allocations chômage, moins de pensions de retraites, moins de prestations familiales... Ce sont encore les salariés qui trinquent !

Pour lui donner des idées, Hollande a commandé un rapport à Louis Gallois, l'ancien patron de la multinationale EADS. Sachant cela, on ne peut pas s'étonner de la solution qu'il propose : augmenter la CSG, un impôt supporté principalement par les travailleurs.ses.

MANIFESTATION LE MARDI 9 OCTOBRE 13H30 PLACE D'ITALIE

Non aux négociations bidons avec le patronat !

Pour aller plus loin dans la casse des acquis sociaux, le gouvernement a aussi prévu de grandes négociations entre les syndicats et le patronat pour faire passer des « accords compétitivité emploi ». L'objectif de ces accords, c'est de permettre aux patrons de baisser les salaires s'ils promettent de ne pas virer tout le monde tout de suite. Autrement dit, il s'agit de demander aux travailleurs de choisir entre deux chemins qui mènent tous les deux à la pauvreté : l'exploitation violente par les bas salaires ou le chômage ! Avec un chantage aussi odieux sur les

emplois, on voit bien qu'en fait, les syndicats n'ont rien à négocier à la table des patrons ! D'ailleurs, devant ce manège qui risque fort de capoter, le ministre du travail Michel Sapin annonce déjà que, s'il n'y a pas d'accord, « [sa] liberté sera totale ». Dans ce cas, une fois de plus, l'État montrera qu'il est toujours du côté des riches et des patrons.

Les syndicats ne doivent pas participer à ces négociations ! Entre la sur-exploitation et le chômage, il n'y a pas à choisir ! Aucun recul des droits des travailleurs.ses !

C'est plus Sarko, mais c'est les mêmes CRS...

Beaucoup espéraient au moins qu'avec Hollande, la violence et le racisme de l'État allait arrêter. C'est mal parti. Le ministre des flics, Manuel Valls, est un réac endurci. Le PS parlait de mesures contre les contrôles au faciès, c'est annulé. Il parlait de donner le droit de vote aux étrangers dans les villes où ils habitent, c'est oublié. Pendant tout l'été, les Roms ont été harcelés et expulsés à la chaîne. Et le mois de septembre annonce la couleur : les flics continuent à faire les cow-boys. A Clermont-Ferrand, après le meurtre de Wissam en janvier, ils se sont encore amusés à tabasser quelqu'un au sol, puis carrément à agresser les témoins. Il y a aussi eu des violences contre des militantes anti-nucléaire, contre des chômeurs rebelles à Belleville...



3 millions de chômeurs, officiellement...

Mais en vérité, ces chiffres cachent énormément d'autres gens sans boulot :

- Ceux qui ont eu un job dans le mois passé, même d'une demi-journée, ne sont pas dans la catégorie A que les médias utilisent. Si on compte ces travailleurs qui galèrent à trouver un patron, on arrive à plus de 5 millions.
- Ceux qui ont le RSA et qui ne sont pas inscrits : plus d'un million
- Ceux (et celles surtout) qui sont à temps partiel sans avoir choisi: plus d'un million
- Les retraités qui cherchent du boulot parce qu'ils ne reçoivent presque rien

- Les jeunes avec ou sans diplôme qui galèrent et ne s'inscrivent pas à Pôle Emploi
- Et Pôle Emploi efface chaque mois dans les 200 000 personnes, qui perdent courage et arrêtent d'aller à leurs RDV...

Alors c'est dur de savoir combien de chômeurs il y a en vrai, mais au moins 8 millions, d'autres disent 12 millions. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a jamais eu autant de chômeurs, même par rapport à la population qui augmente. En plus, de moins en moins sont payés: même pas la moitié de ceux qui sont inscrits à Pôle Emploi.

La misère qui augmente et la matraque pour les calmer! C'est comme ça que fonctionne ce système capitaliste en crise. Le seul moyen, c'est de se battre ensemble, et de pas se laisser diviser par le racisme, le machisme... On a les mêmes intérêts, contre les big boss et les politiciens qui protègent leur business. Rejoignez le Nouveau Parti Anticapitaliste!

